

# Vers une union sacrée pour sauver l'agriculture ?

Paysans, syndicats et consommateurs se sont réunis autour de la souveraineté alimentaire. Un concept qui pourrait sauver les petits agriculteurs et les produits locaux

Les populations ont-elle le droit de définir leur politique alimentaire et agricole? C'est du moins l'avis du mouvement paysan international *Via campesina* depuis 1996, lui qui a forgé le concept de souveraineté alimentaire, en réaction à la tornade de libéralisation qui a ravagé une bonne partie de la petite paysannerie depuis plus de 20 ans, au Sud comme au Nord. Aujourd'hui, l'idée fait son chemin en Suisse. Le syndicat agricole Uniterre a mis sur pied un forum sur ce thème le 3 novembre, auquel 200 personnes ont participé. But de l'opération? Forger des alliances entre producteurs, consommateurs et syndicats, en vue de préserver une agriculture de proximité et des produits de qualité, ainsi que d'obtenir des revenus décents pour tous. Opposés au dogme du libre échange, qui impose l'idée que ne peuvent survivre que les activités économiques compétitives sur le marché international, les agriculteurs continuent à vouloir cultiver des aliments de qualité en Suisse et la plupart des consommateurs réclament des produits de proximité, plus sains et écologiques. Quant aux syndicats, ils souhaitent améliorer les conditions de travail dans le secteur agricole, qui compte environ 20 000 salariés.

## Confédération têtue

A l'heure du débat, les esprits se sont vite échauffés. L'Office fédéral de l'agriculture (Ofag) a d'emblée été pointé du doigt: «Après le brillant exposé du rapporteur des Nations Unies sur l'alimentation auquel nous avons assisté, comment nos autorités peuvent-elles encore poursuivre le processus de libéralisation qui conduit à la disparition de notre paysannerie?», a interrogé un exploitant genevois. Le vice-directeur de l'Ofag, Dominique Kohli, a répondu que le bilan de la politique agricole suisse s'avérait très bon: «Le monde agricole a su gérer cette évolution de manière acceptable. Et notre politique correspond parfaitement aux principes d'une agriculture durable.» Propos qui n'ont pas manqué de provoquer des murmures d'indignation. «Je suggère à M. Kohli de rendre visite aux petits paysans de montagne qui triment de l'aube jusqu'au soir sans

me  
mo

Plus de 200 personnes se sont réunies le 3 novembre dans les locaux d'Unia à

Berne pour débattre de la souveraineté alimentaire. Le droit des Etats, des paysans et des populations de décider quels aliments ils souhaitent produire et consommer pourrait barrer la route à la libéralisation de l'agriculture.

gagner le minimum vital», a réagi Lorenz Kunz, coprésident du mouvement des petits agriculteurs du canton de Berne.

## Du chemin à faire...

Mais les désaccords ne se sont pas limités à la politique fédérale. Il reste du chemin à faire pour que les syndicats et l'ensemble des organisations paysannes s'entendent sur un concept commun de la souveraineté alimentaire. Alors que Vania Alleva, membre du comité directeur d'Unia, avait inclut dans sa définition une juste rémunération pour tous les acteurs, paysans et employés agricoles, plusieurs voix se sont élevées contre une hausse immédiate des salaires des ouvriers: «Les conditions des employés progresseront quand celles des paysans seront meilleures», a par exemple rétorqué Ruth Streit, présidente de l'Union des femmes paysannes. Les principales organisations d'agriculteurs ne semblent pas encore prêtes à signer un contrat type national avec un salaire minimal pour leurs employés. En l'état, les syndicats ont donc intérêt à soutenir la hausse des revenus des paysans. Mais les associations d'agriculteurs gagneraient aussi à revoir leur position pour s'assurer leur l'appui...

## Agenda commun

Pour l'heure, un agenda commun se dessine tout de même: la lutte contre la libéralisation de l'agriculture avec l'Union européenne et au sein de l'Organisation mondiale du commerce, le développement des

petite paysannerie dans les pays du Sud. Unia doit aussi promouvoir la souveraineté alimentaire au niveau local, car elle inclut dans sa définition de bonnes conditions de travail dans l'agriculture, que ce soit pour les paysans ou les employés agricoles.

## Ces conditions, justement, sont préoccupantes...

Oui, elles sont trop souvent précaires. Concernant les travailleurs agricoles, le contenu des contrats types cantonaux est généralement insuffisant. Ceux-ci prévoient des salaires en dessous de 3000 francs par mois et des heures de travail dépassant allégrement les 50 heures. Unia demande une convention collective nationale incluant un salaire minimal de 3500 francs, un treizième salaire, la semaine de 45 heures répartie sur cinq jours. Le syndicat réclame aussi des prix justes à la production pour les paysans afin qu'ils puissent obtenir un revenu décent et payer correctement leurs employés.



Les paysans du Chablais, mobilisés le 16 septembre dernier à Aigle, savent bien ce que la souveraineté alimentaire implique: des prix qui couvrent les frais de production.

échanges directs entre paysans et consommateurs pour doubler les distributeurs trop gourmands, et l'examen de deux initiatives fédérales. La première, parlementaire, a été déposée par Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, pour ancrer le principe de souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture. Elle a déjà été acceptée par le Conseil national. La seconde, une initiative populaire en projet prévue par Uniterre, a pour but d'ancrer une définition dans la Constitution fédérale. Par ce biais, le syndicat paysan souhaite aussi lancer un vaste débat sur cette question auprès du public...

Christophe Koessler ■

# La souveraineté alimentaire, c'est aussi des salaires dignes!

Unia a participé et soutenu le premier forum sur la souveraineté en Suisse. Entretien avec Vania Alleva, membre du comité directeur d'Unia

questions  
réponses

## Pourquoi le syndicat défend-il la cause de la souveraineté alimentaire?

Premièrement, parce qu'Unia s'engage sur des questions de solidarité internationale: il est inadmissible que près de 1,2 milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Une situation qui n'est pas sans rapport avec le fait que la production agricole et son contrôle se concentrent de plus en plus dans les mains de multinationales. Ce processus détruit la

## Uniterre rassemble

Sur quelles bases producteurs, consommateurs et syndicats peuvent-ils travailler ensemble? Réponses de Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire d'Uniterre

questions  
réponses

## Quels intérêts les paysans, les consommateurs et les syndicats ont-ils en commun?

Par la souveraineté alimentaire, il s'agit de répondre aux besoins et aux aspirations de tous. De nombreuses études montrent que la grande majorité des consommateurs est prête à payer un produit un peu plus cher, à condition que la différence soit versée directement aux paysans. En retour, les consommateurs savent pouvoir compter sur des aliments de qualité. Les syndicats tels qu'Unia, qui représentent les ouvriers agricoles, ont aussi intérêt à soutenir les paysans car tant que les ceux-ci n'obtiennent pas des prix suffisamment rémunérateurs pour leurs produits, ils ne paieront souvent pas leurs ouvriers à des salaires corrects... Uniterre a pris position en faveur d'un contrat type national pour les travailleurs agricoles, comme le réclament les syndicats.

## Concrètement, quelles actions pourraient être menées ensemble?

On pourrait multiplier les initiatives communes au niveau cantonal. Je pense à l'exemple du label Genève Terre Avenir, qui garantit la provenance locale des produits, l'application du contrat type cantonal pour les travailleurs agricoles, et, en théorie, des prix corrects pour les paysans... Ce label est le résultat d'une large concertation entre consommateurs, syndicats et organisations paysannes. S'il est imparfait, il a toutefois permis d'avancer. Je rappelle aussi que nous avons déjà mené des actions ponctuelles avec Unia.

## Consommateurs, syndicats et producteurs semblent aussi devoir se défendre contre la grande distribution...

Entre 1994 et 2007, les prix des produits agricoles suisses à la consommation ont augmenté de 10% alors que les montants versés aux producteurs ont baissé de 25%. La marge est encaissée par les intermédiaires, principalement la grande distribution. Cela ne peut pas durer. Consommateurs, employés et producteurs représentent une écrasante majorité de la population. On veut remettre les grands distributeurs à leur place! S'ils ne jouent pas le jeu, il faudra se passer d'eux...

## L'accord du lait a tourné au vinaigre

On est encore loin de la souveraineté alimentaire dans la filière du lait. Après près d'un mois de révolte paysanne, l'Interprofessionnelle du lait (IP-lait), organisation composée des producteurs, transformateurs et distributeurs, a annoncé en grande pompe une solution le 18 octobre dernier. Le prix du lait et les quantités produites allaient enfin être régulés, mettant fin à la mise en danger des paysans producteurs de lait. Que nenni, répond l'organisation paysanne progressiste Uniterre. «IP-lait n'apporte aucune garantie d'amélioration, alors que la situation est catastrophique.» Uniterre doute de la volonté des deux grandes organisations paysannes concernées, l'Union suisse des paysans (USP) et la Fédération des producteurs suisses de lait, qui ont accepté cet accord, de défendre réellement les familles paysannes. Uniterre rappelle que la production agricole perd plus de 4500 emplois par an en Suisse et que 6 à 7 fermes laitières arrêtent leur production chaque jour! Pour Uniterre, l'USP ne devra plus à l'avenir se contenter de ce genre de faux compromis si elle souhaite réellement défendre la souveraineté alimentaire.

CK ■